

VOTRE RÉGION

LES ABRETS | Ils dénoncent une stratégie pernicieuse de l'enseigne postale et souhaitent que le mouve-

Bureaux de poste : la riposte

Contraste. Dans le discours de la direction la Poste, ils ne voient que des demi-vérités lénifiantes au service de stratégies pernicieuses. Hier matin, un collectif d'élus isérois, toutes tendances politiques et bassins de vie confondus, s'est joint aux associations de défense du service public postal pour manifester devant le bureau de l'enseigne, aux Abrets.

Objectif ? Donner de la visibilité à une mobilisation émergente. En près d'un mois, sur 35 premiers contacts, 24 maires déjà ont rallié cette cause, qui rassemble aussi des postiers et des usagers. Les autres communes sont appelées à faire bloc, car le mouvement voudrait porter ses revendications jusqu'à l'Association des maires de France.

Sous leurs écharpes tricolores, ceux qui se sont affichés ce samedi sont loin d'être tous des habitués de la contestation. Pour autant, ces élus, ruraux pour la plupart, sont très remontés contre l'enseigne.



En écho à une série de manifestations locales hier matin, des élus et des membres de collectifs venus de toute l'Isère se sont rassemblés aux Abrets pour montrer leur détermination à sauvegarder les 123 bureaux de Poste en activité dans le département.

La Poste accusée de déstructurer son service

Tous décrivent le même mécanisme. Dans les bureaux menacés, ils dénoncent une baisse de fréquentation organisée par La Poste elle-même, via des changements d'horaires et de jours d'ouverture, conjugués à des fermetures ponctuelles, devenues structurelles. Dans la foulée, ils pointent du doigt des sollicitations plus ou moins subtiles destinées à passer le bébé aux municipalités, avec la création d'agences postales communales.

Entre frais divers et volume réel de travail pour le personnel, la perspective est perçue comme un transfert de charges à marche forcée. Quant au "relais Poste commerçants", il ne trouve pas plus grâce à leurs yeux, tant pour des raisons de pérennité que de principe. Selon le collectif, 99 bureaux isérois « pourraient être menacés de transformation dans les prochains mois ».

La mobilisation est prise au sérieux par l'enseigne

« On est méprisés par ces gens à l'esprit formaté, inoxydable », réagit Michel Cudet, maire de Saint-Geoire-en-Valdaine : « Aujourd'hui, il n'y a plus que ce type de mobilisation pour défendre l'idée de service public postal ». « Au-delà du transfert de charges, ce système fait porter la responsabilité du recul sur les élus, ce qui est inacceptable », complète Jean-Charles Gallet, son homologue de Saint-Victor-de-Cessieu. Les territoires ruraux ne sont pas les seuls concernés, comme le montre le cas de Champ-Fleuri, à Bourgoin-Jallieu. Les élus se déclarent aussi solidaires des personnels de la Poste et de leurs « souffrances ».

Derrière la présumée logique financière à l'œuvre, il faudrait même voir un toilettage préparant une future priva-

tisation. C'est en tout cas la crainte du conseiller général François Auguste (FdG) et de Claude Rouge, du collectif départemental de défense.

Autant de thèses qui sont évidemment réfutées par la société anonyme à capitaux publics. À l'aune de l'activité des services de communication du groupe La Poste ces derniers jours, l'affaire est toutefois prise au sérieux.

François DELESTRE

Communes signataires : Apprieu, Beaurepaire, Champ-sur-Drac, Charavines, Le Cheylas, Échirolles, Entre-deux-Guiers, Fontaine, Izeaux, Jarcieu, Monestier-de-Clermont, Nivolas-Vermelle, Le Pin, Saint-Geoire-en-Valdaine, Saint-Hilaire-du-Rosier, Saint-Hilaire-du-Touvet, Saint-Martin-d'Hères, Saint-Martin-le-Vinoux, Saint-Maurice-l'Exil, Saint-Victor-de-Cessieu, Salaise-sur-Sanne, La Sône, Tencin, Virieu.

Bourgoin-Jallieu : un quartier veut sauver sa poste

Bourgoin-Jallieu, plus précisément son quartier Champ-Fleuri (6 000 habitants), est aussi concerné par les mesures prises par La Poste. Le bureau Champ-Fleuri pourrait à terme devenir une agence postale communale. C'est en tout cas ce que va proposer La Poste à la Ville. « Les locaux occupés actuellement sont vétustes, et ne correspondent plus aux exigences matière de conditions d'accueil des clients et de conditions de travail des postiers. En parallèle, la fréquentation du bureau a fortement diminué ces dernières années, elle n'est plus que de 60 clients par jour : néanmoins, une présence postale s'avère toujours utile indique La Poste.

Une disposition que les habitants ne sont pas prêts à accepter. Après une première pétition (500 signatures) soutenus par le PCF local, ils organisent une réunion publique jeudi 4 décembre.

De son côté, la municipalité rappelle qu'elle souhaite le maintien de la poste de Champ-Fleuri, mais pas à n'importe quel prix. « Si la Poste paye, pourquoi pas ? Mais c'est pour transférer une charge supplémentaire à la commune, ce n'est pas supportable » prévenait Jean-Pierre Girard, premier adjoint au maire de Bourgoin-Jallieu.

ne postale et souhaitent que le mouvement fasse boule de neige

la riposte des maires



TROIS QUESTIONS À...

Thierry Bas
Directeur ressources
pour le réseau
La Poste en Isère

« Nous avons l'objectif d'être le plus au service de nos clients »

→ Comment se porte l'activité de la Poste ?

«Aujourd'hui, l'activité dans les bureaux de poste diminue vraiment au fil des ans. Elle a perdu 6 % en France l'an dernier, 9 % cette année... Les gens écrivent moins, se tournent davantage vers internet. Leur comportement est différent du temps où l'on implantait des bureaux dans toutes les communes, il y a un siècle. En Nord-Isère, Saint-Geoire-en-Valdaine abandonne 7 %. Virieu est à -5 % et Pont-de-Beauvoisin à -1 %. Et ces baisses significatives ne sont pas liées à des modifications d'horaires.

Dans ce contexte de recul de l'activité, la Poste doit trouver une organisation pour être présente quand les clients sont là. Aussi les modifications d'horaires ne signifient pas forcément diminution des horaires. À Virieu par exemple, on ouvre plus tôt l'après-midi. À Charavines, on ouvre plus tôt le matin, plus tôt l'après-midi et plus tard le soir. On adapte nos horaires d'ouverture aux besoins quotidiens des habitants.»

→ Les agences postales communales ne marquent-elles pas un recul du service public ?

«Nous avons l'objectif d'être le plus au service de nos clients. Les agences postales communales offrent quasiment la totalité des services d'un bureau, à part les retraits limités à 350 euros par compte et par semaine. On verse 1 000 euros par mois à la commune partenaire et c'est la secrétaire de mairie qui effectue les opérations. Le contrat de présence postale territoriale fait que nous ne pouvons transformer un bureau en agence communale que si le conseil municipal a donné son accord. En Isère actuellement, 97 % des clients sont à moins de cinq kilomètres ou moins de 20 minutes d'un point postal.

Nous avons remarqué que le fait d'implanter la Poste dans la mairie faisait revenir les clients. Et les agents communaux n'ont pas accès aux comptes bancaires. La confidentialité est respectée. Autre point innovant : nous avons équipé toutes les agences postales récemment ouvertes de tablettes numériques. Selon une étude TNS Sofres, 94 % des clients recommandent les agences postales.»

→ Vous êtes aussi chez les commerçants...

«Comme les agences postales communales, nous ouvrons également des relais poste commerçants. Cela fonctionne très bien : ils perçoivent 300 euros par mois et un pourcentage sur les ventes. L'avantage c'est l'accessibilité car ces commerces sont ouverts de 6 heures à 20 heures, souvent le dimanche également. C'est une offre qui se situe dans la continuité des services publics. Ce n'est pas une solution dégradée mais de l'accessibilité en plus pour nos clients.»

Propos recueillis par Pierre-Éric BURDIN

mbres de collectifs venus de toute l'Isère se sont rassemblés
Poste en activité dans le département.

Bourgoin-Jallieu : un quartier veut sauver sa poste

Bourgoin-Jallieu, plus précisément son quartier de Champ-Fleuri (6 000 habitants), est aussi concerné par les mesures prises par La Poste. Le bureau de Champ-Fleuri pourrait à terme devenir une agence postale communale. C'est en tout cas ce que va proposer La Poste à la Ville. « Les locaux occupés actuellement sont vétustes, et ne correspondent plus aux exigences en matière de conditions d'accueil des clients et de conditions de travail des postiers. En parallèle, la fréquentation du bureau a fortement diminué ces dernières années, elle n'est plus que de 60 clients par jour : néanmoins, une présence postale s'avère toujours utile » indique La Poste.

Une disposition que les habitants ne sont pas prêts à accepter. Après une première pétition (500 signatures), soutenus par le PCF local, ils organisent une réunion publique jeudi 4 décembre.

De son côté, la municipalité rappelle qu'elle souhaite le maintien de la poste de Champ-Fleuri, mais pas à n'importe quel prix. « Si la Poste paye, pourquoi pas ? Mais si c'est pour transférer une charge supplémentaire à la commune, ce n'est pas supportable » prévenait Jean-Pierre Girard, premier adjoint au maire de Bourgoin-Jallieu.